

## L'accès à l'emploi des jeunes : un rendez-vous manqué

Quand ce gouvernement comprendra t-il que la mauvaise situation de l'emploi n'est pas liée à la lourdeur du code du travail, aux freins, aux licenciements, au manque de souplesse des contrats de travail ? **Ce n'est pas la forme du contrat qui fait l'emploi, ni la réglementation**, mais bien avant tout la croissance, la compétitivité des entreprises, leur politique d'investissement, la fluidité du marché du travail, la bonne articulation entre éducation et emploi.

L'emploi mérite mieux que l'accumulation d'effets d'annonces d'un gouvernement en panne d'une vraie stratégie pour l'emploi. **La question majeure de l'emploi des jeunes mérite une autre réponse que le CPE** qui ne créera pas d'emploi mais se substituera à des emplois en CDD et en CDI. Pour les jeunes diplômés et surtout les plus qualifiés, c'est un nivellement par le bas. La situation des jeunes est extrêmement diverse. Il n'y a rien de commun entre un jeune au chômage depuis plusieurs années après avoir quitté l'école à 16 ans sans qualification et celui qui dispose d'un diplôme d'ingénieur dans une discipline très recherchée. Il faut donc des réponses adaptées aux différentes situations. **La CFDT a déjà fait des propositions :**

- une formation initiale qui permette à chaque jeune d'acquérir un socle de base lui permettant d'accéder à une qualification et de pouvoir continuer à se former tout au long de la vie ;
- une formation qualifiante pour chaque jeune par le contrat de professionnalisation et le contrat d'apprentissage ;
- un accompagnement des jeunes dans leur insertion dans l'emploi, en leur offrant une voie d'entrée dans la vie active (emploi, formation qualifiante, création d'entreprise, projet associatif, etc...) et dans l'entreprise ;
- un revenu d'autonomie pour chaque jeune de moins de 25 ans, dans le cadre d'un projet d'insertion dans la vie professionnelle.

Nous aurions souhaité plus d'imagination de la part de ce gouvernement, plus de persévérance dans l'accompagnement des politiques d'investissement des entreprises, pour favoriser l'innovation, la compétitivité et la croissance. Maintenir dans l'emploi les salariés les plus âgés, permettre aux jeunes diplômés d'accéder au premier emploi, sécuriser les parcours professionnels, tout cela est plus exigeant qu'un débat escamoté à l'Assemblée nationale. C'est pourtant bien sur ces terrains que se joue, avant tout, la bataille de l'emploi.